

# LE JOUR

**D'ALGERIE**

**Votre quotidien national**

Quatorzième année - N° 4783 - Ven. 17 - Sam. 18 mai 2019 - Prix : 10 DA

**Bilan de feux de forêt 2018  
Le taux le plus bas  
de pertes depuis  
l'indépendance**

Page 3

## La stratégie du bord du précipice

Par Mohamed Habili

**A**près le Yémen, l'Irak serait-il le nouveau théâtre d'une guerre mettant aux prises l'Iran et des puissances régionales alliées des Etats-Unis, sinon ces derniers eux-mêmes ? On le croirait en tout cas à voir ceux-ci, mais également la Grande-Bretagne, prendre leurs dispositions pour se garantir d'une attaque «terroriste» d'inspiration iranienne dans ce pays, et dont feraient les frais leurs ambassades par exemple, ainsi que la laisse penser la soudaine réduction de leurs effectifs. Des informations leur seraient parvenues d'après lesquelles une attaque de cette nature serait imminente contre leurs intérêts. Ce qui expliquerait que les Etats-Unis aient dépêché un supplément de forces, et non des moindres, dans la région. S'il en est ainsi, ce ne serait donc pas pour provoquer l'Iran, en vue en particulier de l'amener à ouvrir le feu le premier, mais pour le forcer à décommander l'attaque que tel ou tel groupe irakien à sa dévotion s'apprêterait à lancer, contre leur représentation ou contre leurs troupes, en Irak même ou ailleurs dans la région. Cette explication n'est pas à écarter, quoiqu'elle ne soit ni convaincante ni même probante. Car si la tension est montée d'un coup et de plusieurs crans dans le Golfe, ce n'est pas pour des raisons militaires mais par suite des dernières sanctions économiques décidées par les Etats-Unis contre l'Iran.

Suite en page 3

## 13<sup>e</sup> vendredi du mouvement populaire pour le changement

# La mobilisation citoyenne se renforce



Hier, les premiers manifestants qui ont levé le rideau du 13<sup>e</sup> acte de la mobilisation populaire ont afflué vers 9 heures à la Grande-Poste pour réclamer le départ du système en place ainsi que celui de ses symboles, et exprimer également leur refus des élections présidentielles du 4 juillet.

Lire page 2

## Deux faces d'une même dynamique

# Justice réactive et marches imposantes

Les événements défilent à une allure vertigineuse, avec un tribunal grouillant de personnalités loin d'être du menu fretin et des changements importants dans la Justice et ce, à la veille d'une marche que ni le ramadhan ni un dispositif policier renforcé ne sont arrivés à décourager. Il est deux tentations auxquelles il faut se garder de succomber en ces temps où la justice focalise les feux de la rampe : s'ériger en procureur d'un côté ou de l'autre, en avocat.

Lire page 2



Ph/E. Soraya/L.A.

13<sup>e</sup> vendredi du mouvement populaire pour le changement

# La mobilisation citoyenne se renforce

■ Hier, les premiers manifestants qui ont levé le rideau du 13<sup>e</sup> acte de la mobilisation populaire ont afflué vers 9 heures à la Grande Poste pour réclamer le départ du système en place ainsi que celui de ses symboles, et exprimer également leur refus des élections présidentielles du 4 juillet.

Par Lynda Naili

**A** lors que la foule grossissait calmement à la Grande Poste - Alger, les policiers, qui une demi heure plutôt ont utilisé une petite bombe lacrymogène manuelle, ont tiré une bombe à gaz lacrymogène afin de disperser les manifestants qui vou-

## Béjaïa Le peuple en marche vers la démocratie

**GRANDIOSE** manifestation à Béjaïa. Malgré le jeûne et la chaleur, les Béjaïouis étaient des dizaines de milliers à parcourir la rue de la Liberté et les rues de la ville de Béjaïa en faveur du changement radical du régime politique dans le pays et surtout dire non à la prochaine élection présidentielle qui sera organisée par les visages de l'ancien régime vomis par le peuple. Les manifestants ont investi la cour de la maison de la culture au milieu de la journée et la foule grossissait au fur et à mesure que le temps passe jusqu'à 14 h. La procession s'est ébranlée sur le boulevard de la Liberté. Des pancartes et des banderoles ont été brandies, toutes exprimant des revendications et des slogans hostiles au régime, aux décideurs et l'élection présidentielle du 4 juillet prochain : «Système dégage», «Ulac L'vote Ulac», ou «Pas de vote», «Halte à la loi de la force, nous voulons la force de la loi, pour un Etat de droit», «Pour une transition politique pacifique en faveur d'une nouvelle Algérie démocratique et populaire»... Des slogans ont été scandés aussi tels que «Anedou anedou alema yaghli udhavu», «On marchera jusqu'au à la chute du régime», «Lebled Telate wa khlet, le pays est vendue, voire bradé», «Samidoune Samidoune lilaissaba rafidhoune», «nous restons constants et ce pouvoir de la bande, nous le refusons», «Silimia Silimia Thawra chaâbia». Les manifestants ont arboré aussi des portraits des martyrs de la révolution. En fait, les messages de ce vendredi restent le refus du prochain scrutin, l'ouverture d'une période de transition en vue d'instaurer une démocratie et un nouveau régime civil. Par ailleurs, il est utile de rappeler que les maires de Béjaïa regroupés au sein d'une coordination, ont rappelé une fois de plus, lors d'une réunion qu'ils ont tenue mercredi dernier, leur rejet de l'élection du 4 juillet. Ces derniers avaient appelé à participer à la marche du mouvement populaire à Alger.

Hocine Cherfa

laient accéder au parvis de la Grande Poste fermé tôt dans la matinée par un important dispositif sécuritaire. Vers midi, les renforts de police arrivent en force faisant qu'au fur et à mesure l'accès à la Grande Poste devient de plus en plus difficile. Ce qui pourtant ne viendra pas décourager les manifestants qui depuis le matin continuaient à appeler au départ du système et de ses symboles. Sur les pancartes et banderoles, le refus et le rejet des élections présidentielles du 4 juillet est le slogan qui apparaît le plus. De la place Audin où le Tunnel des facultés a été fermé par des fourgons de la police, jusqu'à la Grande Poste, l'on remarque des élus locaux (maires) venus de différentes wilayas en solidarité au mouvement populaire certes, mais aussi pour exprimer eux aussi, «en tant qu'enfants du peuple» leur «refus de préparer le scrutin du 4 juillet avec des responsables qui ont brillé dans la fraude électorale durant les précédentes électorales».

**Les formules sont différentes mais le refus est le même : «Non aux élections»**

Après le devoir de Dieu, vient celui de la patrie. La prière du vendredi étant accomplie, la place Maurice-Audin est noire de monde en ce deuxième vendredi de jeûne. A l'image de vendredi dernier, la présence des femmes est fortement remarquée. Les manifestants affluent vers Alger-Centre après avoir marché le long des rues principales d'Alger. «Oui pour une véritable démocratie», «Attention au détournement des revendications du peuple», «Les procès en série ne nous feront pas oublier votre départ», «Djazair hora dimocratia», «Hommes et Femmes ...ensemble nous sauverons notre Patrie», «Bensalah, Bedoui, dégagez», «Le peuple est souverain et qui vivra verra», «Pour un Etat civil et démocratique», ont été les slogans portés par les milliers de manifestants qui ont battu le pavé des grandes artères, rues et places de la capitale. Néanmoins, s'il fallait retenir un mot d'ordre pour ce 13<sup>e</sup> vendredi consécutif du mouvement populaire, hormis le dégageage exigé envers le système et ses symboles comme revendication première depuis le 22 février dernier, c'est sans doute le rejet catégorique des élections du 4 juillet qui aura été



Ph.D. R.

scandé depuis le matin. Les formules sont différentes mais le refus est le même : «Non aux élections préparées et encadrées par la 3issaba de la fraude», «Si les élections du 4 juillet devraient se tenir, ça sera la naissance d'une nouvelle 3issaba», «Non à la mascarade du 4 juillet». A l'instar d'Alger, la mobilisation populaire a été la même

dans les autres wilayas du pays : Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Jijel, Mila, Constantine, Annaba, Mascara, Tيارت, Mostaganem, Oran des milliers de manifestants ont défilé dans les rues réclamant le départ du système, au cris de «Djazair Hora Dimocratia» et «Le peuple est souverain».

L. N.

## Deux faces d'une même dynamique

# Justice réactive et marches imposantes

**L**es évènements défilent à une allure vertigineuse, avec un tribunal grouillant de personnalités loin d'être du menu fretin et des changements importants dans la Justice et ce, à la veille d'une marche que ni le ramadhan ni un dispositif policier renforcé ne sont arrivés à décourager.

Il est deux tentations auxquelles il faut se garder de succomber en ces temps où la justice focalise les feux de la rampe : s'ériger en procureur d'un côté ou de l'autre, en avocat. Il est des experts dont c'est une vocation et on est toujours mieux avisé en les laissant agir en toute sérénité. Ainsi, chacun, homme de médias ou personnel de justice se consacrant à sa mission et à elle seule, les vaches n'en seront que mieux gardées. Ce jeudi restera marquée d'une pierre blanche dans les annales des tribunaux, au moins l'un d'entre eux, par le nombre de hauts responsables ayant défilé en son sein, et le moins que l'on puisse dire de la qualité des personnes entendues est qu'elles étaient très en vue dans le paysage politique. Jugez-en : deux anciens premiers ministres, Ouyahia (et son fils) et Sellal, trois anciens ministres, Djoudi, Benyounés, Tou et un ancien wali, Zoukh (et son fils). De quoi rameuter le voyeurisme audiovisuel et il faut dire que les chaînes privées ne se sont pas privées de sensation-

nel, en montrant les images de tous les arrivants. A la décharge des médias, aucun communiqué du parquet n'est venu annoncer si ces personnalités allaient être entendues en qualité de suspects ou de témoins. Il n'en faut pas plus, la méconnaissance des processus juridiques et l'atmosphère actuelle de crise aidant, pour que le principe de présomption d'innocence qui fonde toute action en justice dans un pays qui se respecte et dans un état de droit, se transforme au sein de l'opinion publique, en présomption de culpabilité. Il se trouve que le respect d'une noble valeur, celle du secret de l'instruction, a pris une tournure restrictive et de rétention de l'information de la part du parquet, ce qui ouvre droit aux plus folles rumeurs. Il faut noter que sur l'autre versant, celui des convoqués, hormis Benyounés qui au soir a adressé un communiqué, lesdites personnalités ont observé un mutisme hermétique, ce qui alimente la tendance générale, tournée vers l'accusation et la culpabilité. Signalons que les pouvoirs publics informent malgré eux, puisque les rangées de policiers devant le tribunal suffisent à elles seules à indiquer l'arrivée imminente de prévenus ou témoins, les télévisions informées se chargeant du reste. En somme, il a fallu attendre le début de soirée, en voyant les personnalités sortir l'une après

l'autre, pour apprendre, plutôt deviner, qu'elles étaient entendues en qualité de témoins dans l'affaire Haddad, cette dernière information ayant quand même filtré dès le début. Il n'en reste pas moins que le coup était parti et durant toute une après-midi, les Algériens apprenaient pour les uns, confirmaient pour les autres, à tort ou à raison, l'ampleur des dégâts causés par un fléau, celui de la corruption, impliquant des responsables politiques censés donner l'exemple par leur intégrité, celle-là même qu'ils ont arborée pour gravir les échelons de l'Etat. Chacun «rendant service» à l'autre donne son sens au mot «système», une imbrication néfaste d'intérêts et d'autant de préjudices à l'économie nationale. Mais dès qu'on va sur ce constat, il faut revenir au principe sacré de présomption d'innocence, en attendant qu'un procès en bonne et due forme tranche. Hasard ou conjonction de circonstances savamment préméditée ? Le jour même, en même temps que se déroulaient les auditions, la chefferie de l'Etat annonçait une série de mesures dans le secteur de la Justice. Les procureurs de la cour d'Alger et du tribunal Sidi M'hamed ainsi que le directeur de l'Office de lutte contre la corruption sont remplacés. Les réactions médiatiques, notamment des sites électroniques, sans s'attarder sur

les partants, ont mis en exergue le caractère intègre et incorruptible des arrivants. Cette reprise en main vigoureuse ne peut être que de bon augure pour l'avenir de la République, dont une justice saine est le socle et le fondement sans lesquels toutes les déclarations officielles ne sont que démagogie et professions de foi aux allures de poudre aux yeux. N'oublions pas que la lutte contre la corruption figure au fronton des luttes citoyennes pour le changement, puisque dans toutes les marches, l'un des slogans les plus scandés est «kitoou leblad y a serraqine !» (vous avez dévoré le pays, espèce de voleurs). On voit dans l'activation de toutes ces affaires devant la justice que les décideurs répondent avec la célérité requise aux exigences citoyennes. Ce constat relève-t-il d'un excès d'optimisme ? Si verser dans l'alarmisme et le pessimisme est une attitude à conjurer définitivement au passé, d'autant qu'elle serait une injure aux espoirs portés par tous les marcheurs à travers les villes du pays, le devoir d'objectivité dicte de s'en tenir à cette position : attendons pour voir. C'est à l'épreuve des faits qu'on verra si «tout ça» est sans lendemain ou si c'est le début de fondation de la nouvelle République algérienne tant attendue...

Nadjib Stambouli

Désigné par le chef de l'Etat

# Belkacem Zeghmati, nouveau procureur de la cour d'Alger

Le chef de l'Etat par intérim, Abdelkader Bensalah, a désigné jeudi Belkacem Zeghmati nouveau procureur de la cour d'Alger, trois ans après avoir été démis de ses fonctions par Abdelaziz Bouteflika. Belkacem Zeghmati remplace Benkathir Benaïssa.

Par Meriem Benchaouia

Il avait été limogé en septembre 2015 par l'ex-président de la République. En 2013, alors procureur général près la cour d'Alger, Zeghmati Belkacem avait lancé un mandat d'arrêt international contre l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, sa femme et ses deux enfants, dans le cadre de l'enquête sur le scandale de Sonatrach. L'affaire a récemment été rouverte par la Cour suprême. «Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution, le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a mis fin aux fonctions de M. Benkathir Benaïssa en qualité de procureur général près la cour d'Alger et désigné M. Zeghmati Belkacem en son remplacement», précise le communiqué de la Présidence de la République. Abdelkader Bensalah a également nommé Bendaas Fayçal au poste de procureur du tribunal de Sidi M'hamed, en remplacement d'El Bey Khaled. «Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution, le chef de l'Etat a mis fin aux



fonctions de M. El Bey Khaled en qualité de procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed et désigné en son remplacement M. Bendaas Fayçal», ajoute le communiqué. Par ailleurs, le chef de l'Etat a mis fin aux fonctions de

Mokhtar Rahmani en sa qualité de directeur général de l'Office central de la répression de la corruption (OCRC) et désigné à ce poste Mokhtar Lakhdari. L'OCRC a été créé en vertu de l'article 24 bis de la loi n° 06-01 du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, modifiée en 2010. Il est chargé de recherches et de constatations des infractions dans le cadre de la lutte contre la corruption avec la possibilité d'intervenir dans un territoire de compétences élargi au niveau national. Créé en renforcement des outils de lutte contre la corruption et toute forme d'atteinte à l'économie nationale et aux deniers publics, l'OCRC est chargé également de procéder à des enquêtes sur des faits de corruption et d'en déferer les auteurs devant la juridiction compétente. Il est composé d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant des ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur, ainsi que d'agents publics ayant des compétences avérées en matière de lutte contre la corruption.

M. B.

## Bilan de feux de forêt 2018

### Le taux le plus bas de pertes depuis l'indépendance

Chaque été, le pays connaît des incendies ravageurs. Pourtant, l'année écoulée semble avoir connu le taux le plus faible de pertes en termes de ressources et de superficies forestières. Pourquoi cette baisse étonnante des pertes de forêts ? Le ministère de l'Intérieur explique que la bonne coordination entre les différents partenaires dans cette lutte, mais aussi l'effort particulier et l'attention continue sont les causes de cette accalmie. Jamais, depuis l'indépendance, l'Algérie n'a connu un taux plus bas de pertes en termes de ressources et de superficies forestières jusqu'à l'année écoulée. Lors d'une rencontre nationale sur l'évaluation du bilan de la campagne 2018 et la préparation de celle de 2019 de la lutte contre les feux de forêt, organisée par la Direction générale de la Protection civile, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune, a déclaré que grâce aux efforts importants fournis par les différentes parties prenantes, le bilan 2018 a fait ressortir le taux le plus faible de pertes de forêts, et ce, depuis l'indépendance du pays. En 2018, il a été enregistré 2 312 hectares de pertes forestières, broussaille et maquis, soit moins de 5% de la superficie totale des forêts dans le pays. Pour l'efficacité et la ponctualité

de l'intervention et son efficacité, le département ministériel a consenti en 2018 d'étoffer les services de la Protection Civile de 5 colonnes mobiles, portant leur nombre total à 27 colonnes mobiles, a noté le ministre qui a ajouté que 10 autres s'y ajouteront durant la campagne 2019. Au total, les services de la Protection civile auront à leur disposition, lors de la campagne 2019 de la lutte contre les feux de forêt, 37 colonnes mobiles, et ce, outre «l'ensemble des moyens matériels et humains que comptent ces unités sur le territoire national», a-t-il encore précisé. Il a de même signalé l'apport important des services des forêts sous tutelle du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche qui, selon lui, veillent à mener pertinemment et consciencieusement leurs missions dans ce cadre. M. Dahmoune a également assuré que le ministère de l'Intérieur fera en sorte de renforcer le nombre des colonnes mobiles pour que chaque wilaya du pays puisse être autonome en disposant de sa propre colonne mobile. La superficie forestière dans le pays couvre actuellement 4,1 millions d'hectares, a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Kamel Chadi, soulignant que le département a veillé au reboisement, à nos jours, de plus de 8 000 hec-

tares à travers le territoire national. Il a également insisté sur le rôle important et le dévouement constant des équipes de la Protection civile, notamment lors des dernières inondations qu'ont connues certaines régions du pays. Pour ce qui est de la comparaison de la campagne 2019 de lutte contre les feux de forêt, il a été indiqué que comme pour la campagne précédente, l'ensemble des intervenants travaillent en collaboration afin de prévenir et d'intervenir dans les temps pour limiter au maximum les dégâts, et ce, dans l'espoir d'enregistrer, également cette année, un faible taux de pertes.

#### Feux de forêt à Tizi-Ouzou : l'implication des citoyens est «impérative»

La participation des citoyens dans la prévention des feux de forêt est «impérative» pour réduire les départs de feu au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, a indiqué jeudi le chef de service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts, Mohamed Skandraoui. Présentant le plan de lutte contre les feux de forêt, en cours de finalisation, Skandraoui a observé que selon une étude des incendies enregistrés dans la wilaya de Tizi-Ouzou durant la dernière décennie, il a été relevé que beaucoup de départs de feu

ont eu lieu sur des terrains privés qui souffraient d'insuffisance de travaux de prévention. «En 2017, année marquée par un nombre important d'incendies, une moyenne de 88,8% des feux enregistrés ont eu lieu à partir de terrain de nature juridique privée», a-t-il cité en exemple, avant d'ajouter que «cela est essentiellement dû au manque et à l'insuffisance des travaux préventifs réalisés sur ces espaces par leurs propriétaires». Il a annoncé, à ce propos, que la Conservation des forêts compte lancer incessamment une caravane de sensibilisation appelée «Caravane verte». Cette caravane, qui sera lancée le 21 mai et qui se poursuivra jusqu'au 9 juin prochain, sillonnera les différentes localités de la wilaya, en commençant par celles qui sont à haut risque d'incendie. «Ces communes sont une trentaine qui présenteraient des risques élevés, très élevés voire exceptionnellement élevés d'incendie. Il s'agit notamment de celles situées dans la région nord, soit la bande littorale jusqu'au nord-est, et la zone sud/sud-ouest de la wilaya», a précisé M. Skandraoui. Le plan 2019 anti-feux de forêt prévoit la mobilisation de sept postes de vigie pour détecter les premiers départs de feu et donner l'alerte, neuf brigades mobiles dotées de camions légers de lutte contre les feux équipés de citernes d'une autonomie de 600 litres

## LA QUESTION DU JOUR

### La stratégie du bord du précipice

Suite de la page une

Les dispositions américaines les plus à même de mettre le feu aux poudres, elles ont été déjà prises en effet, pour certaines depuis plusieurs mois, et qui dans leur ensemble ne visent à rien moins qu'à mettre l'Iran à genoux économiquement parlant. Leur but le plus immédiat est de le pousser à la faute, c'est-à-dire à prendre l'initiative de déclencher un nouveau conflit armé dans une région qui en abrite déjà quelques-uns. Du fait même de ces sanctions, cette guerre dont apparemment personne ne veut – à part tout de même Israël, l'Arabie saoudite et les Emirats – est en réalité déjà effective, au Yémen notamment. Ses protagonistes n'ont donc pas à la commencer, à la créer ex-nihilo pour ainsi dire, puisqu'elle est déjà en cours. Ce qu'ils peuvent en revanche, c'est soit l'exacerber soit l'étendre dans l'espace. La seule façon d'y mettre un frein, de l'empêcher de se développer, ce serait de faire en sorte que l'Iran puisse continuer de respirer économiquement, en dépit de la batterie de mesures dont il est frappé. Telle ne semble pas être l'intention de l'administration américaine, qui au contraire veut par tous les moyens sois-disant pacifiques le contraindre à passer sous ses fourches caudines, à lui céder sur toute la ligne. Or pour réduire les iraniens à cet opprobre, la moindre des choses est de commencer par les vaincre militairement. Cela, bien que ce soit tout à fait dans les capacités des Américains et de leurs alliés, dans la région et hors d'elle, n'est pas encore chose faite. Il n'est pas possible de demander à un adversaire de se rendre avant de lui avoir fait subir la défaite. Les Américains poussent la provocation, à moins qu'il ne faille dire la sottise, jusqu'à placer de leur propre chef le supplément de forces envoyé dans la région à portée de tir des missiles iraniens. D'anciens ont appelé ce modus operandi la stratégie du bord du précipice, encore que ce soit pour l'imputer non pas à ses auteurs véritables, mais aux Iraniens. Cela consiste à préserver la paix en faisant semblant de rechercher la guerre. Faire semblant n'a pas de chance de porter ses fruits que si on s'y prend de façon à être cru.

M. H.

d'eau, auxquels s'ajoutent deux autres unités du Parc national du Djurdjura, 45 points d'eau du secteur des forêts et 81 autres du secteur de l'hydraulique, un réseau de pistes de 850 km et un réseau de tranchées pare-feu de 721 ha. Il est aussi prévu le recrutement de 72 ouvriers occasionnels, a-t-il indiqué.

Louiza Ait Ramdane

Parti du Front de libération nationale

# Djemaï appelle le président de l'APN à se retirer de son poste

■ Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Mohamed Djemaï, a appelé, jeudi à Alger, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mouad Bouchareb, à se retirer de son poste et ce, en réponse aux revendications du peuple algérien qui demande le changement radical des symboles du système.

Par Hani G.

Lors d'une rencontre avec les députés du groupe parlementaire du parti à l'APN, M. Djemaï a adressé un «appel fraternel» à l'actuel président de la chambre basse du Parlement dans lequel il lui demande de «faire prévaloir l'intérêt suprême du pays et de l'Etat sur tout autre intérêt personnel et de s'engager avec courage à mettre en œuvre les revendications du peuple algérien qui demande le changement du président de l'APN et le reste des symboles du régime». Il a, à ce propos, exhorté M. Bouchareb à se retirer de son poste de façon «civilisée», soulignant que sa démission serait «une position historique» portée en sa faveur. Dans ce cadre, le secrétaire général du FLN a également appelé les députés du parti à «assumer leurs responsabilités et à remettre l'institution législative sur les rails en réactivant son rôle



au service du peuple algérien», ajoutant que le parti, représentant la majorité, «doit œuvrer à donner un nouvel élan à la légitimité de l'APN en vue d'accomplir

ses missions». «Des sanctions disciplinaires seront prises à l'encontre de quelconque s'oppose aux orientations du parti qui décloseront des revendications



populaires», a-t-il dit. Il a appelé «les responsables auxquels le peuple demande leur changement à se conformer immédiatement à ces revendications», sou-

lignant que «l'époque de tenir le bâton par le milieu est révolue et il n'y a pas de place aux forces anticonstitutionnelles». Evoquant la situation que traverse le pays, le même responsable a mis en garde contre «les tentatives d'infiltration du mouvement populaire pacifique par des lobbies qui cherchent à frapper l'institution militaire», réaffirmant le soutien du parti au commandement de l'Armée nationale populaire (ANP). Il a fustigé, par ailleurs, ceux qui revendiquent une sortie du cadre constitutionnel, voulant ainsi mener le pays à la dérive. M. Djemaï a affirmé que la sortie de la crise politique nécessite «beaucoup d'efforts pour trouver des solutions dans un cadre constitutionnel». Concernant les enquêtes ouvertes par la justice sur des affaires de corruption, M. Djemaï s'est dit «confiant» en la justice algérienne et a exprimé son soutien à toutes les décisions qui en découlent.

H. G./APS

Regard

## L'économie hors hydrocarbures à l'aune des politiques optimisées

Le plus grand défi auquel l'Algérie aura à faire face de façon très sérieuse dans les prochaines années, au-delà des enjeux liés à l'instauration d'un véritable Etat de droit et des conditions d'une alternance démocratique au pouvoir, est certainement celui de l'économie qui reste le grand chapitre susceptible de porter les espoirs et, surtout, les solutions et les réponses aux grands problèmes qui embrument les horizons des Algériens dans leur marche inéluctable vers l'avenir.

Il est vrai qu'aspirations démocratiques et défis économiques peuvent se rejoindre et s'accompagner, les premières soutenant les seconds et leur apportant les moyens d'être relevés dans les conditions optimales qui favorisent les règles démocratiques, dont la légitimité politique qui confère du courage aux décideurs et la capacité de décider et d'agir, dans la concertation, au mieux des intérêts du pays et des citoyens dans ce qui

sert sur le long terme, loin des offrandes et des concessions immédiates des démagogues ; dont aussi la rigueur qui repose sur la prévalence de la compétence et sur le caractère irréprochable des processus de prise de décisions économiques ; dont aussi, enfin, l'intégrité et la probité qui sont les gages fondamentaux grâce auxquels la collectivité nationale délègue, à cœur ouvert, la prise en mains de son destin économique aux élites qu'elle a élus.

Dans une économie rentière qui dépend quasi exclusivement de rentrées financières issues de l'exportation des hydrocarbures, la grande question qui se pose et repose, est comment sortir de l'ornière en favorisant l'émergence d'une économie qui s'émancipe, progressivement et tout aussi sûrement, d'une source de richesse qui s'essouffle et qui tend vers le tarissement ?

L'Algérie qui aspire à bien mieux qu'à la seule satisfaction des besoins de sécurité alimen-

taire, de santé et d'éducation de ses populations et qui a un rôle important à jouer dans les aires africaine, maghrébine, arabe et méditerranéenne, ne peut s'accommoder plus longtemps encore, plus d'un demi-siècle après son indépendance, de gérer cette fausse prospérité qui lui vient de la rente en hydrocarbures aux dépens de vraies possibilités d'une prospérité réelle et pérenne qui lui viendrait, si les conditions favorables à cela advenaient, de sa richesse humaine, si jeune, si prometteuse, si ambitieuse et si exigeante, de sa richesse historique et politique du fait des acquis de souveraineté et de liberté qu'elle a engrangés, de sa richesse territoriale avec la diversité culturelle et humaine qui en découle, de sa richesse patrimoniale et des trésors matériels et immatériels qu'elle recèle, de sa richesse sociale en tant que nation jeune dont il convient de reconnaître, en dépit des vicissitudes de la politique, a donné leurs chances

à tous avec un souci de justice et d'équité sociale entre la majorité.

Pour réussir à valoriser ce potentiel fabuleux qu'il est difficile de voir réuni, avec autant de densité et de pertinence, dans un seul pays, l'Algérie a besoin de renouer avec toutes les orthodoxies qu'elle a délaissées dans les domaines de la gestion administrative et bureaucratique, du management économique et financier, de la réglementation et de l'application des lois de la république et des jugements rendus par la justice ; des domaines qui participent de la mise en cohésion de l'environnement global au service de l'économie et de l'investissement national et des IDEs. Cela pour neutraliser toutes les raisons indirectes et souvent mal identifiées, mal définies, qui minent les processus économiques, en dépit des volontés politiques exprimées.

Une fois satisfaite cette condition, il sera alors loisible, sur le moyen terme, d'éprouver la per-

méabilité de l'économie nationale, hors hydrocarbures, à une dynamique multisectorielle désormais libérée de tous les carcans du dirigisme, émancipée de la dualité public-privé, et des choix idéologiques qui créent, par populisme, les conditions de la morbidité des entreprises en favorisant leur fonction sociale sans prioriser leur fonction économique.

Concevoir ainsi une économie hors hydrocarbures, ce n'est point rejeter l'apport des hydrocarbures et leur rôle déterminant dans la structuration de la réalité socio-économique algérienne, c'est plutôt ajouter à cet apport, une richesse probable et saisissable qui n'a besoin, pour émerger, que d'une seule chose : que l'on cesse de considérer l'économie comme un tremplin politique et un instrument du populisme, tant qu'elle n'a pas été considérée sous le seul angle de la réussite et de l'obligation de résultats.

Filihi H. Imène

Vol en réunion à Béjaïa

## Un gang de six personnes arrêté

«Une bande de malfaiteurs composée de six individus âgés entre 20 et 46 ans a été arrêtée la semaine dernière par la 5e sûreté urbaine de Béjaïa», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les éléments de cette bande ont participé et organisé plusieurs cambriolages avec effraction, recel d'objets volés, port d'armes blanches, vols en réunion, escala-

de de maisons, entre autres. Un individu a été arrêté par des habitants d'un immeuble dans le centre-ville de Béjaïa en flagrant délit de vol. La police qui s'est déplacée sur les lieux a été informée via le numéro vert de cette affaire et a interpellé ce dernier chez lequel il a été retrouvé un sac à dos contenant une bombe lacrymogène, des gonds, un marteau, un tournevis et des objets

volés. Suite à l'enquête menée par les policiers, il s'est avéré qu'il est impliqué aussi dans plusieurs vols commis dans d'autres quartiers. «Son mode opératoire est de s'introduire via les fenêtres des douches ou toilettes après effraction, en l'absence des propriétaires», précise-t-on. Le malfaiteur s'empara de tout objet de valeur léger et sans encombre et les emporta pour les vendre à des

personnes biens précises. L'individu a dérobé une montre, des micro-ordinateurs, habits, ... qu'il a dissimulés dans un oued. Les policiers ont également récupéré des objets volés retrouvés chez le malfaiteur, notamment des appareils électriques, vendus très chers à quatre personnes dont deux étudiants. Les enquêtes ont découvert sur le mobile de l'un des individus des photos

des vols commis avec ses complices. Un dossier pénal a été rédigé à l'encontre des éléments de la bande pour association de malfaiteurs, vol en réunion, escadale, port d'armes blanches, recel d'objets volés. Ils ont été présentés devant le procureur près le tribunal de Béjaïa. Deux d'entre eux ont été écroués et les autres convoqués pour comparution immédiate.

Hocine C.

## Partenariat

# Sonatrach et ENI signent deux accords dans le domaine gazier

■ Le groupe algérien Sonatrach et l'italien ENI ont signé, jeudi à Alger, deux accords portant respectivement sur le renouvellement du contrat de vente/achat de gaz naturel à long terme destiné au marché italien, et sur les nouvelles conditions pour la poursuite du partenariat relatif à l'exploitation du système de transport TMPC.

Par Mahi O.

Les deux accords ont été signés par le P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi et par l'administrateur délégué de ENI, Claudio Descalzi, au siège du groupe Sonatrach. A travers ces deux accords, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Mémoire d'accord signé le 25 avril 2019 à Alger entre la compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach et le groupe italien, ENI, les deux parties confirment leur volonté respective de poursuivre leur coopération et partenariat de long terme. Cette coopération comprend le domaine de l'exploitation des hydrocarbures, et particulière-

ment, de renouveler le contrat de vente/achat de gaz naturel destiné au marché italien et l'accord de partenariat de transport de gaz naturel par l'intermédiaire du gazoduc Algérie-Tunisie-Italie au-delà du 1er octobre 2019. Ainsi, Sonatrach et ENI avaient conclu un accord pour prolonger de 10 ans la durée du contrat de vente et d'achat de gaz naturel signé en 1977. Cet accord permettra à Sonatrach de consolider sa position sur le marché italien et de demeurer l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de ce marché. Il lui permet également de renforcer sa relation historique avec l'un de ses principaux clients et acteur majeur de la scène énergétique mondiale.

M. O./APS



Ph/D. R.

## Algérie-Arabie saoudite

### Renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'agriculture

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, s'est entretenu jeudi à Médine (Arabie saoudite) avec le ministre saoudien de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, Abdurrahman bin Abdulmohsen Al-Fadhli, avec lequel il a évoqué la coopération bilatérale dans le secteur, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cet entretien, tenu en marge de la deuxième réunion du Conseil international des dattes, les deux parties ont discuté des voies et moyens afin de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'agriculture et les opportuni-

tés d'investissement notamment dans les filières dattes et lait en Algérie. «Les deux ministres ont convenu également de renforcer la coopération entre les organisations interprofessionnelles de leurs pays respectifs», lit-on dans le communiqué. M. Omari s'est entretenu également avec le directeur général de l'Organisation arabe de développement de l'agriculture (Oada), Ibrahim Adam Ahmed El-Dekhairi, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération avec cette organisation, a ajouté la même source. Les deux parties ont abordé, dans ce cadre, le renforcement des capacités

notamment dans le domaine de l'aquaculture et la gestion de l'eau ainsi que des projets de développement des filières prioritaires. La mise en œuvre de ces projets sera discutée lors de la prochaine visite en Algérie du directeur général de l'Oada, a indiqué le ministère. En visite de travail en Arabie saoudite du 15 au 18 mai 2019, à l'invitation de son homologue saoudien pour participer à la deuxième réunion du Conseil international des dattes, M. Omari a affirmé, lors de son intervention, l'importance de la filière dattes dans l'économie algérienne et le soutien qu'accorde l'Etat pour l'extension

des superficies de production et l'amélioration de la valorisation de ce produit stratégique ainsi que sa promotion à l'exportation. Les participants à cette réunion ont discuté de la coopération arabe en vue de mettre en œuvre des programmes et des plans de développement de la production, de la transformation, de la commercialisation, de l'augmentation de la productivité, ainsi que de l'amélioration des techniques de production. «L'objectif c'est de garantir la qualité et la durabilité des palmeraies et des dattes dans les pays arabes», lit-on dans le communiqué.

Salem K.

## Prix

### Le pétrole augmente à près de 73 dollars à Londres

Les prix du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens, en nette hausse sur la semaine alors que les tensions géopolitiques autour du détroit d'Ormuz inquiètent les investisseurs avant une réunion de suivi de l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait vers midi 72,98 dollars à Londres, en hausse de 36 cents par rapport à la clôture de

jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juin gagnait 48 cents à 63,35 dollars. L'Iran a appelé hier la communauté internationale à agir pour empêcher de nouvelles frappes saoudiennes au Yémen, après celles qui ont tué, selon Médecins sans frontières (MSF), au moins quatre personnes. Les frappes saoudiennes sont intervenues deux jours après une

attaque de drones revendiquée par les Houthis contre un oléoduc saoudien, Ryad accusant son rival iranien d'en être directement responsable. Téhéran n'a pas répondu à ces accusations. Selon les analystes, un conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran pourrait mettre en danger la circulation dans le détroit d'Ormuz, artère du monde de l'or noir au large de l'Iran par lequel circule

la majorité des exportations de brut saoudien. C'est dans ce contexte que certains ministres de l'Energie des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires se réuniront ce week-end à Djeddah, en Arabie saoudite, pour discuter de leur accord de limitation de la production. «Il devrait y avoir pas mal de discussions autour de la

possibilité de renouveler l'accord au-delà de juin, malgré les mesures américaines pour réduire à zéro les exportations iraniennes, ce qui pèse déjà sur l'offre mondiale», résumait les analystes. Mais toute décision devrait normalement attendre la réunion plénière qui se tiendra fin juin à Vienne, en présence de représentants de tous les pays participant à l'accord. N. T.

## Changes

### L'euro quasi stable face au dollar

L'euro était quasi stable hier face au dollar mais reculait face au yen, au lendemain d'indicateurs américains de bonne tenue ayant soutenu le billet vert, tandis que la livre poursuivait son repli après avoir pâti la veille d'un accès d'inquiétudes sur le Brexit. L'euro s'échangeait ce matin à 1,1173 dollar, contre 1,1169 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne oscillait dans une fourchette étroite, après avoir perdu du terrain jeudi face au dollar dopé par des statistiques encourageantes aux Etats-Unis : le rebond plus fort que prévu des

mises en chantier de logements et recul des demandes hebdomadaires d'allocations chômage. En revanche, l'euro perdait à nouveau du terrain face au yen. Mais peu de nouvelles informations étaient susceptibles de faire bouger les marchés dans les échanges asiatiques vendredi, observaient des analystes. Désormais, les cambistes attendent la publication lundi des données préliminaires sur la croissance économique du Japon au premier trimestre, soucieux de vérifier si les chiffres pourraient relancer le débat sur un éventuel

report d'une hausse de la taxe sur la consommation, prévue en octobre, notaient les analystes. Pour autant, le dollar devrait continuer à profiter à court terme de son statut de valeur sûre face aux incertitudes économiques et géopolitiques. Valeur refuge par excellence, le franc suisse continuait d'ailleurs de se renchérir hier. Les vives tensions commerciales entre Pékin et Washington devraient ainsi s'envenimer encore davantage après une décision du président Donald Trump fermant de facto l'accès de l'équipementier chinois

Huawei aux réseaux américains de télécoms, ce qui lui a attiré une virulente mise en garde de la Chine. De son côté, la livre poursuivait sa glissade à des niveaux plus vus depuis février face au dollar et à l'euro, alors que la pression monte pour que la Première ministre britannique, Theresa May, se retire, sur fond d'enlisement du processus du Brexit. La livre britannique s'échangeait à 87,38 pence pour un euro, contre 87,31 jeudi soir. Face à la monnaie américaine, elle reculait à 1,2787 dollar, contre 1,2793 la veille. La devise

japonaise remontait face au dollar, à 109,64 yens contre 109,84 yens la veille, et regagnait nettement du terrain face à la monnaie européenne, à 122,50 yens pour un euro contre 122,68 jeudi soir. La devise suisse se renforçait face à la monnaie unique, à 1,1270 franc suisse pour un euro contre 1,1283 jeudi soir, comme face au billet vert, à 1,0087 franc suisse pour un dollar au lieu de 1,0103 la veille. La monnaie chinoise s'échangeait à 6,9063 yuans pour un dollar, contre 6,8837 yuans jeudi en clôture, continuant de s'effriter. R. E.

Batna

# Augmentation à 370 000 m<sup>3</sup>/jour du volume d'eau réservé à la wilaya

■ La quantité d'eau acheminée vers le barrage de Koudiet Lemdour à Timgad (Batna) à partir de celui de Beni Haroun (Mila), dans le cadre des grands transferts, est passée de 180 000 m<sup>3</sup>/jour à 370 000 m<sup>3</sup>/jour, a indiqué jeudi le directeur local des ressources en eau, Abdelkrim Chebri.

Par Anissa H.

« Cette augmentation permettra à la wilaya de renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) et répondre aux besoins exprimés en cette matière », a précisé le DRE, soulignant que le taux de remplissage du barrage de Koudiet Lemdour a atteint 60% de sa capacité globale avec 45 millions de m<sup>3</sup> d'eau emmagasinés, grâce notamment aux importantes quantités de chute de pluies, enregistrées cette année. La même source a ajouté que la station de traitement des eaux, située au niveau du même barrage, qui traite 104 000 m<sup>3</sup> d'eau par jour, dont 74 000 m<sup>3</sup> transférés vers Batna et le reste vers Khenchela, sera renforcée par une autre station monobloc, dans le cadre d'un programme d'urgence. Il a relevé, dans ce contexte, que la station monobloc sera d'une capacité de traitement de près de 30 000 m<sup>3</sup>/jour. M. Chebri a détaillé que les travaux sont en cours pour la réalisation du fondement sur

lequel sera installé cette station monobloc, qui sera transférée depuis la wilaya d'Oum El-Bouaghi, ajoutant que sa mise exploitation est prévue « avant la fin du mois de juin ». La mise en service de cette nouvelle station permettra de répondre aux besoins enregistrés dans le quatrième couloir, en cours de réalisation du barrage de Koudiet Lemdour, qui devra alimenter en eau potable plusieurs communes de Batna, a révélé le responsable, signalant que la première partie sera mise en service « prochainement » pour alimenter en eau potable les habitants de la commune de Chemora et Timgad et d'autres communes de la région Oued Abdi. En outre, plusieurs puits ont été réalisés et mis en service dans plusieurs communes, entre autres Batna, Ayoun Laasafer, Ksar Belzma, Lhassi et Ain Djasser, dans le but de renforcer l'alimentation en eau potable des habitants, a fait savoir le responsable, attestant que la démarche vise à permettre aux habitants de ces régions de passer « une saison estivale sans perturbation en



AEP ». Pour l'instant, deux communes des 61 collectivités locales que totalise la capitale des Aurès enregistrent un déficit en AEP, dont Djezar dans sa partie nord regroupant 2 000 habitants, a indiqué la même source, ajoutant que cette commune a bénéficié d'un projet de transfert d'eau depuis le barrage d'Ain

Azal (Sétif) dont les travaux sont en cours. Pour la commune Kikba, le directeur local des ressources en eau a relevé que cette commune a également bénéficié d'un projet de transfert d'eau qui sera mis en service « à la fin du mois de ramadhan ». M. Chebri a souligné que la plupart de ces projets qui visent le ren-

forcement de l'AEP dans les communes de Batna, s'inscrivent dans le cadre du programme d'urgence accordé à la wilaya, soulignant que la plupart des projets retenus dans ce programme ont été réalisés et mis en service.

A. H. /APS

Khenchela

## Distribution de 200 LPL à Bouhmama en juillet prochain

Un total de 200 logements publics locatifs (LPL) sera distribué à ses bénéficiaires au mois de juillet prochain dans la commune de Bouhmama (Khenchela), a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. « Des instructions ont été données aux responsables de l'Office de promotion et de la gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Khenchela pour veiller au parachèvement des travaux d'aménagement extérieur du projet de 200 LPL réalisé dans la commune de Bouhmama, en vue de le livrer le 5 juillet prochain à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse », a expliqué la même source. « La résiliation du contrat de l'entreprise chargée de la réalisation de ce projet, en raison du non-respect des termes du cahier de charges a occasionné un retard dans le

parachèvement et la distribution de ses logements à leurs bénéficiaires », a souligné la même source, notant qu'une nouvelle entreprise a été désignée pour le parachèvement des travaux restants. Les propriétaires de ces logements seront « au cours des prochains jours » convoqués pour

assister à l'opération de tirage au sort qui précède la démarche du retrait des ordres de versements et le paiement des redevances des contrats des logements. Lors de la dernière réunion avec les directeurs exécutifs, le wali de Khenchela, Kamel Nouicer, avait instruit les directeurs de l'habitat

et de l'OPGI à l'effet de procéder « à la résiliation de contrats d'entreprises incapables d'achever leurs projets de logements et de les remplacer par d'autres compétentes ». Les services de la wilaya de Khenchela œuvrent à rattraper le retard enregistré dans la réalisation des projets

d'habitat en vue de livrer « avant la fin de l'année en cours » un quota de près de 5 000 logements publics locatifs, dont 2 660 unités réalisées par l'OPGI et 2 000 autres par l'entreprise Cosider à la nouvelle extension urbaine du chef-lieu de wilaya.

Nabila T.

## Souk Ahras/ Commune frontalière de Ouled Moumen Raccordement de 150 foyers au réseau de gaz naturel

Au total, 150 foyers ont été raccordés jeudi au réseau de gaz naturel dans la commune frontalière de Ouled Moumen (Souk Ahras). Avec cette opération, les 26 communes de Souk Ahras sont raccordées au réseau de gaz naturel dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens, en particulier des habitants des zones frontalières et rurales, a déclaré le chef de l'exé-

cutif local, Lounes Bouzegza, lors d'une cérémonie tenue à l'occasion. Le responsable a ajouté que les projets de raccordement des foyers au réseau de gaz naturel « se poursuivent et cibleront les lieux les plus reculés de la wilaya », détaillant que les foyers de 175 mechtas et agglomérations secondaires dans plusieurs communes de la wilaya seront raccordés au gaz

naturel « avant la fin de l'année 2019 ». Il a dans ce contexte ajouté qu'une enveloppe financière totale de 3,92 milliards DA a été mobilisée pour la concrétisation de ce projet. Selon les explications fournies par les directeurs locaux de l'Energie et de Sonelgaz, le raccordement des foyers de la commune de Ouled Moumen au réseau de gaz naturel a été réalisé dans un

délai de 12 mois, dans le cadre du fonds de solidarité pour les collectivités locales. Le projet a nécessité la réalisation d'une extension d'un réseau de transport de 7,2 km et d'un réseau de distribution de 1,37 km, a-t-on ajouté. Ces opérations de raccordement au réseau de gaz naturel permettront d'améliorer le cadre de vie des citoyens et de protéger les ressources forestières contre la surexploitation du patrimoine forestier et la stabilisation des populations dans leurs régions d'origine. De plus, le chef de l'exécutif local a mis en service le raccordement de 130 foyers au réseau du gaz naturel dans la mecha de Zelga (5 km de Lehada) totalisant un investissement de l'ordre de 31 millions DA, ce qui a permis l'augmentation du taux de raccordement à cette énergie vitale dans la wilaya de Souk Ahras de 75% à 80%.

R. R.

A. O.

Laghouat

## Réalisation de 183 transformateurs électriques entre 2013 et 2016

Cent-quatre-vingt-trois transformateurs électriques ont été réalisés entre 2013 et 2019 dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris jeudi auprès des services de la direction de distribution d'électricité (centre). La réalisation de ces installations s'inscrit au titre des efforts menés pour la satisfaction de la demande en électricité, et l'amélioration des prestations de distribution de cette énergie à travers la wilaya, a indiqué le chargé de la communication Mourad Ghanem. Ces nou-

veaux équipements énergétiques viennent s'ajouter à la réalisation d'un réseau de 506,5 km pour un coût global ( transformateurs et réseau) de 3,3 milliards DA, au titre des programmes d'urgences et investissements projetés par la société, selon la même source. Des centres de transferts de haute tension ont été également réalisés dans la même période au chef lieu de wilaya, à l'instar des centres de 220 K/V, 60 K/V, une station d'alimentation mobile ( 200 K/V) et un centre de

220 K/V à Aflou, dans l'objectif d'assurer la couverture des besoins en électricité au niveau du nord de la wilaya, a-t-on fait savoir. Une commission mixte a été aussi installée chargée de choix des terrains destinés pour la réalisation de postes de transformateurs électriques à travers les communes et regroupements d'habitants, notamment ceux qui enregistrent des perturbations en matière d'alimentation en électricité, a-t-on encore signalé.

Sahara occidental /Maroc

# Une loi instrumentalisée contre la liberté de la presse

■ Les autorités marocaines se servent d'une loi visant à prévenir l'usurpation de fonction pour attaquer pénalement ceux qui tentent de dénoncer des violations des droits humains, a dénoncé jeudi Human Rights Watch (HRW).

Par Farid M.

Dans la dernière affaire en date, Nezha Khalidi, affiliée au groupe d'activistes Equipe Media à Laayoune au Sahara occidental, sera jugée le 20 mai, après avoir été accusée de ne pas remplir les conditions requises pour affirmer être journaliste. La police l'a arrêtée le 4 décembre 2018, alors qu'elle diffusait, en direct sur Facebook, une scène de rue au Sahara occidental occupé tout en dénonçant la «répression marocaine». Elle risque deux ans de prison, selon l'ONG américaine. Nezha Khalidi a été libérée après quatre heures de détention, mais la police lui a confisqué le smartphone sur lequel elle avait filmé et enregistré une scène de rue, qui s'est terminée par un policier la pourchassant. Khalidi avait également été arrêtée en 2016, alors qu'elle couvrait une manifestation de femmes à Laayoune, dans les territoires occupés, pour le compte d'Equipe Media, un collectif de militants qui adhèrent ouvertement à la cause de l'autodétermination du Sahara occidental. «Rabat considère le territoire comme "marocain" et refuse tout référendum d'autodétermination qui offrirait l'indépendance pour option. La communauté internationale ne reconnaît pas l'annexion de facto du Sahara occidental par le Maroc», rappelle à ce titre l'ONG. Eric Goldstein, directeur adjoint Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch, soutient que «ceux qui s'expriment pacifiquement ne devraient jamais craindre la prison pour avoir (prétendu) être des journalistes». L'article 381 du code pénal marocain interdit à quiconque, sans remplir les conditions exigées pour le porter, de faire usage ou de se réclamer «d'un titre attaché à une profession légalement réglementée (...) ou d'une qualité dont les conditions d'attribution sont fixées par l'autorité publique» et punit les contrevenants d'une peine d'em-

prisonnement de trois mois à deux ans. «Cet article quand il est invoqué pour restreindre le journalisme, est incompatible avec l'obligation du Maroc de respecter le droit garanti par le droit international relatif aux droits humains de rechercher, recevoir et communiquer informations et idées», affirme HRW. L'ONG appelle le Parlement marocain à amender cet article pour exclure le journalisme de son champ d'application et garantir le droit de communiquer librement. Dans une autre affaire, en avril 2019, la cour d'appel de Casablanca a confirmé la condamnation d'au moins deux journalistes pour usurpation du titre de journaliste (entre autres chefs d'accusation). La condamnation est intervenue après qu'ils aient diffusé des vidéos de manifestations dans la région du Rif, dans le nord du Maroc, a déclaré leur avocate Bouchra Rouissi à l'ONG américaine. Le tribunal a condamné Mohamed El Asrihi, le directeur du site web d'informations Rif 24, et Fouad Essaidi, l'administrateur de la page Facebook Awar TV, respectivement à cinq ans et trois ans de prison. El Asrihi et Essaidi n'avaient pas d'accréditations



Nezha Khalidi

officielles en tant que journalistes ou une carte de presse et leurs plateformes n'étaient pas officiellement enregistrées. Selon un document judiciaire consulté par

HRW, El Asrihi était en train de demander une carte de presse et d'enregistrer son site Web lorsqu'il a été arrêté. Rouissi a déclaré que son arrestation était inter-

venue peu après avoir filmé une tentative d'arrestation de Nasser Zefzafi, leader du mouvement protestataire, en mai 2017.

F. M./APS

Tunisie

## Le mouvement Ennahdha propose de prolonger le délai d'enregistrement des électeurs

Le mouvement «Ennahdha» propose à l'Instance supérieure indépendante pour les élections de «prolonger le délai d'enregistrement des électeurs, si cette dernière l'estime nécessaire pour pallier les lacunes inhérentes à cette période électorale», a déclaré Mohsen Nouichi, membre du bureau exécutif d'Ennahdha chargé des élections. Lors d'un point de presse organisé mercredi par Ennahdha sur «l'opération d'enregistrement pour les élections de 2019», M. Nouichi a affirmé

que son parti appuie l'ISIE dans son travail et lui propose de prolonger le délai d'enregistrement notamment à l'étranger, étant donné que les ressortissants tunisiens trouvent des difficultés dans ce sens. Le mouvement Ennahdha a relevé des insuffisances dans l'opération d'enregistrement dont particulièrement des «suspensions autour de l'enregistrement électronique», a-t-il fait savoir, précisant que certains électeurs désiraient s'inscrire dans le registre électoral ont constaté qu'ils étaient déjà inscrits.

Nouichi attire l'attention sur des personnes qui seraient en possession de fichiers comportant des données personnelles sur les citoyens qui ne sont pas inscrits. Ils auraient été inscrits par ces personnes à leur insu. Le membre du bureau exécutif d'Ennahdha appelle, dans ce sens, l'ISIE à intervenir d'urgence pour régler ce problème dans les plus brefs délais. Il évoque également les obstacles rencontrés par les Tunisiens résidant à l'étranger dans les bureaux d'inscription aménagés dans les

consulats et les ambassades, ces bureaux ne comptent qu'un personnel rattaché au ministère des Affaires étrangères. Le retard enregistré par l'ISIE dans le recrutement de fonctionnaires pour ses bureaux à l'étranger a causé des perturbations au niveau des opérations d'inscription des ressortissants tunisiens pour les prochaines élections, a-t-il fait observer. Il a en outre fait part des problèmes liés à la demande d'inscription à distance, surtout que la majorité de ceux qui ont opté pour ce mode d'enregistrement via internet n'ont pas reçu jusqu'à aujourd'hui une réponse qu'elle soit positive ou négative, ce qui implique que leur enregistrement restera en suspens. Le membre du bureau exécutif d'Ennahdha a exhorté l'ISIE d'y apporter les corrections nécessaires et d'aplanir les difficultés rencontrées par les Tunisiens à l'étranger pour s'inscrire aux prochaines élections. La clôture des inscriptions pour les élections législatives 2019 est prévue pour le 22 mai 2019, alors que pour la présidentielle elles seront closes le 4 juillet 2019.

Amel O./Agences

Présidentielle du 22 juin prochain

## L'ONU disposée à accompagner la Mauritanie lors de la prochaine présidentielle

Les Nations unies sont disposées à continuer d'accompagner et d'aider la Mauritanie pour l'organisation de l'élection présidentielle du 22 juin prochain, a affirmé Mohamed Benchimbas, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel. «Nous avons eu l'occasion au cours des deux derniers jours de discuter avec la Commission électorale nationale indépendante et les six candidats à l'élection présidentielle», a déclaré M. Benchimbas à l'issue d'une rencontre avec le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz. En visite actuellement en Mauritanie, il a également souligné avoir «constaté que la

commission a fait un travail réel pour la préparation de ces élections». La commission s'attelle aussi «à garantir une neutralité, une professionnalisation et une équité vis-à-vis de tous les candidats, de manière à garantir que le processus soit ouvert et transparent devant tous et qu'il offre à la Mauritanie des élections paisibles et crédibles», a-t-il ajouté. Le Conseil constitutionnel mauritanien avait adopté dimanche dernier la liste définitive de six candidats à la présidentielle du 22 juin. Il s'agit de l'ancien ministre de la Défense, Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, l'ancien Chef du gouvernement de transition (2005-2007), Sidi Mohamed Ould Boubacar,

le militant antiesclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeld et le chef de l'Union des forces du progrès (UFP, gauche), Mohamed Ould Moloud. Le Conseil constitutionnel a également validé les candidatures de Baba Hamidou Kane, candidat malheureux à la présidentielle de 2009, ainsi que celle de Mohamed Lemine El-Mourteji El-Wavi, expert financier et haut fonctionnaire au Trésor mauritanien. La dernière élection présidentielle en Mauritanie a eu lieu en 2014 et a été remportée par Mohamed Ould Abdel Aziz, qui ne peut pas se représenter au terme de son second mandat qui s'achève en août.

R. M.



Iran

# Téhéran ferme la porte à l'offre de dialogue de Donald Trump

■ L'Iran a clairement fermé la porte jeudi à l'offre de dialogue du président des Etats-Unis Donald Trump pour mettre fin à l'escalade des tensions dont les deux pays se renvoient la responsabilité.

Pressée d'étayer la véracité de la menace iranienne brandie depuis plus de dix jours pour justifier des déploiements militaires au Moyen-Orient puis le rappel de diplomates américains en poste en Irak, l'administration du milliardaire républicain a laissé filtrer ces deux derniers jours de nouveaux éléments plus précis. Un responsable américain a notamment affirmé jeudi à l'AFP que des missiles chargés sur des embarcations traditionnelles dans le Golfe par les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, étaient «une source d'inquiétude» pour «les militaires et les services de renseignement». La veille, d'autres responsables avaient fait état d'une «menace imminente» en «lien direct avec l'Iran», mettant en cause notamment des groupes armés iraniens en Irak, qui ont en retour accusé Washington de lancer une «guerre psychologique» pour «provoquer du tumulte». Le chef de la diplomatie du Royaume-Uni Jeremy Hunt est venu apporter son soutien à la position américaine, après le cafouillage provoqué par un général britannique de la

coalition internationale antijihadistes qui avait démenti toute «aggravation de la menace posée par les forces pro-iraniennes». «Nous partageons la même évaluation de la menace renforcée posée par l'Iran» que les Etats-Unis, a tweeté jeudi le ministre britannique. Dans ce contexte explosif, qui multiplie les risques de confrontation militaire entre les deux ennemis, le président américain souffle comme souvent le chaud et le froid. Ainsi, malgré le ton martial, il a fait plusieurs appels du pied aux dirigeants iraniens. «Je suis sûr que l'Iran voudra bientôt discuter», a-t-il lancé mercredi. «Je voudrais qu'ils m'appellent», avait-il déjà tenté la semaine dernière. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, lui a opposé une fin de non recevoir. «Je ne sais pas pourquoi le président Trump est confiant car c'est totalement faux», a-t-il répondu jeudi depuis Tokyo, écartant «toute possibilité» de négociations avec les Etats-Unis. Il a au contraire accusé Washington de provoquer une escalade «inacceptable». Et à la «pression maximale» mise en œuvre par les Etats-Unis à

coups de sanctions économiques depuis leur retrait, il y a un an, de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, le diplomate a vanté la «retenue maximale» dans la réaction de Téhéran. Malgré la suspension de certaines restrictions à son programme nucléaire, et l'ultimatum lancé aux Européens, signataires de l'accord, pour qu'ils aident l'Iran à contourner les sanctions américaines, le ministre iranien a ainsi assuré que son pays maintenait son «engagement» vis-à-vis de la communauté internationale dans le cadre de ce texte censé l'empêcher de fabriquer la bombe atomique. Mohammad Javad Zarif doit se rendre hier en Chine, autre signataire resté fidèle à l'accord. Jusqu'ici, le guide suprême iranien Ali Khamenei a assuré qu'il «n'y aurait pas de guerre avec les Etats-Unis», tandis que Washington a martelé ne pas vouloir de conflit avec l'Iran. Mais l'administration Trump est soupçonnée d'alimenter l'escalade en exagérant le niveau de la menace. Face à la pression des parlementaires démocrates, dont certains l'accusent de vouloir provoquer un conflit, elle s'est ainsi résolue à partager les informations de ses services de renseignement avec une poignée d'élus, à huis clos. «J'apprécie ce que j'entends venant du président, le fait qu'il n'a



R.P. &gt; D. R.

pas envie de cela», a déclaré la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, soulignant que certains «supporteurs» de Donald Trump étaient toutefois «des va-t-en-guerre». Les médias américains se font en effet l'écho de divisions au sein du gouvernement américain, et d'un Donald Trump de plus en plus agacé par les faucons, à commencer par son propre conseiller à la sécurité nationale

John Bolton. Selon le «New York Times», il a prévenu son ministre de la Défense Patrick Shanahan qu'il ne voulait pas d'une guerre avec l'Iran. Pour de nombreux observateurs, John Bolton serait même désormais sur la sellette. «Une guerre avec l'Iran est possible, ce qui est inquiétant, mais je pense qu'il est plus probable que Trump limoge Bolton», a estimé Tom Wright, du cercle de réflexion Brookings Institution. **Rosa C.**



## Impuissance

Elections

Par Fouzia Mahmoudi

Lorsque le mouvement de contestation français des «gilets jaunes» était à son maximum, soutenu par une large majorité de la population et était capable de fortes mobilisations lors des samedis, Marine Le Pen avait profité d'une hausse de sa popularité. Celle-ci avait en effet été l'une des premières personnalités politiques à soutenir les protestataires en jaune et à défendre leurs revendications. Aujourd'hui, alors que l'échéance des élections européennes approche à grands pas, Marine Le Pen assure que voter Rassemblement national, c'est «la certitude de faire tomber le gouvernement» et de constituer un «super groupe» souverainiste au Parlement européen. «Le vote RN est la certitude de faire tomber le gouvernement et de stopper Emmanuel Macron, l'Europe de Macron, la politique de Macron, les méthodes de Macron», a déclaré la présidente du RN devant ses militants. «Le vote RN est aussi la certitude, évidemment, que nos élus rejoindront les groupes nationaux en Europe pour constituer un supergroupe, le supergroupe du Parlement européen, et imposer la réforme tant attendue de l'Union européenne», a ajouté Marine Le Pen, qui doit participer à Milan aujourd'hui à une réunion de partis souverainistes. La cheffe du RN a aussi longuement «félicité» la tête de liste de son parti, Jordan Bardella, «pour avoir contrecarré hier à son débat» télévisé sur BFMTV son adversaire de la République en Marche Nathalie Loiseau, qui sont au coude-à-coude dans les sondages. Jordan Bardella «l'a fait avec un calme, une efficacité et une solidité qui ont fait honneur à notre liste. Je tenais vraiment à le remercier d'avoir si bien représenté nos millions d'électeurs, notre mouvement, nos militants», a-t-elle souligné, en demandant de l'applaudir. Visant Nathalie Loiseau, la cheffe du RN a fustigé «la représentante de l'oligarchie En Marche, plutôt en rame, face à un fils du peuple en forme. Une parole monocorde sans âme, sans joie, et sans vie». Marine Le Pen a assuré enfin que le RN «se battra» pour que la ville voisine de Strasbourg «abrite les institutions (...) de notre Europe» et dit qu'elle ne «voulait pas» que la région Grand Est devienne «le landêr du Grand Est». Toutefois, si le RN est très bien placé dans les sondages pour les européennes il reste derrière le parti présidentiel. Pourtant, Marine Le Pen aurait aimé remporter une fois encore les européennes pour assurer sa place de première opposante du gouvernement et pour mieux se positionner pour les prochaines élections, municipales, départementales et régionales qui se tiendront en France avant le vote déterminant des présidentielles en 2022. **F. M.**

Golfe

## Les attaques montrent la vulnérabilité des voies alternatives à Ormuz

Les récentes attaques contre les cibles pétrolières saoudiennes et émiraties dans le Golfe soulignent la vulnérabilité des voies alternatives d'exportation au stratégique détroit d'Ormuz, selon des analystes. Principalement conçu pour éviter Ormuz en cas de fermeture du détroit, un oléoduc saoudien pouvant transporter cinq millions de barils de brut par jour et traversant le pays d'est en ouest a été visé par une attaque de drones, revendiquée mardi par les rebelles Houthis soutenus par l'Iran. Deux jours plus tôt, quatre navires, dont deux tankers saoudiens, avaient été endommagés par de mystérieux «actes de sabotage» au large du port de Fujairah (Emirats arabes unis), à l'entrée du Golfe, également développé pour éviter Ormuz. Les Etats du Golfe s'efforcent depuis des années de trouver des routes pour contourner le détroit, par lequel passe 35% du pétrole transitant par voie maritime, selon l'Agence d'information sur l'énergie du gouvernement américain (AIE). L'Iran a menacé à plusieurs reprises de bloquer Ormuz en cas de conflit avec les Etats-Unis, qui ont récemment durci leurs sanctions contre Téhéran, notamment contre son secteur énergétique. «Si notre

pétrole ne peut pas passer par le détroit, le pétrole d'autres pays ne pourra certainement pas passer non plus», a prévenu le 28 avril le général Mohammad Bagheri, chef d'état-major des forces armées iraniennes. L'arrêt de la navigation à Ormuz ferait probablement grimper les prix du pétrole à plus de 100 dollars le baril et perturberait considérablement l'approvisionnement, selon Kamel al-Harami, expert pétrolier koweïtien. «Les voies alternatives existantes pour les exportations de pétrole ne sont ni suffisantes ni pratiques», dit-il à l'AFP. «Plus important encore, ces routes sont éloignées des principaux marchés d'Asie». Les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar), ainsi que l'Irak et l'Iran, produisent près du quart de la production mondiale de brut, soit 100 millions de barils par jour. A l'exception de celle d'Oman, la quasi-totalité de leurs exportations, estimée à 15 millions de barils par jour, soit un tiers de l'approvisionnement mondial en brut par mer, doit passer par le détroit d'Ormuz. Pour tenter d'éviter cet étroit passage de 50 km entre l'Irak et Oman, Ryad a construit l'oléoduc de 1 200 km visé par l'attaque de

drones, qui part de la province Orientale, riche en pétrole, vers la mer Rouge (ouest), où des pétroliers peuvent être chargés. Le royaume s'efforce de porter sa capacité à sept millions de barils par jour. Les Emirats arabes unis ont également construit un oléoduc de 406 km entre Abou Dhabi et l'émirat de Fujairah, près d'Ormuz. La capacité de l'oléoduc est de 1,6 million de barils par jour. En outre, une vaste zone de stockage de quelque 70 millions de barils a été construite à Fujairah, et Abou Dhabi vient de signer un contrat de 1,2 milliard de dollars pour développer une deuxième zone de stockage de 42 millions de barils dans cet émirat. «L'Arabie saoudite s'est positionnée comme un fournisseur sûr et fiable de pétrole. Les attaques remettent en question cette position», a écrit sur Twitter Anas al-Hajji, expert pétrolier basé aux Etats-Unis. M. Hajji a qualifié les attaques d'«importantes» car visant des oléoducs développés pour limiter la capacité de nuisance de l'Iran sur les flux pétroliers régionaux. Mais les installations pétrolières saoudiennes sont dans l'ensemble bien protégées et les assaillants se sont concentrés sur des cibles plus éloignées et plus vulnérables, précise-t-il.



Dix concerts en hommage à la diva Fayrouz

## La chanteuse Farah Rigal en automne en Algérie

■ La chanteuse franco-marocaine Farah Rigal se déplacera en automne prochain en Algérie pour un concert en hommage à la diva de la chanson arabe Fayrouz, a-t-on appris hier de son producteur.

Par Adéla S.

«**L**a chanteuse, qui donnera des concerts dans dix villes algériennes, dont deux à Alger, présentera un concept exceptionnel et unique en hommage à la grande chanteuse libanaise Fayrouz», a indiqué à l'APS Bernard Nicolet, patron de la boîte Labalme Music France qui dit qu'il ne produit que celui qui lui plaît.

Farah Rigal se déplacera «très prochainement» en Algérie pour une opération médias de son

concert qui porte l'ambition de faire revivre les années du rayonnement culturel musical du Liban sur le monde arabe.

Le concept du concert «Hommage à la diva Fayrouz» de 1h40, explique le producteur, est composé d'un collectif d'artistes, dont une partie a été bercée et initiée au répertoire de Fayrouz et l'autre n'a connu son œuvre que «bien plus tard». Farah Rigal revisite donc les chansons de la chanteuse libanaise dans un style Funky, a ajouté Bernard Nicolet, qui est également le producteur du jeune chanteur d'origine algérienne Smam's (Smair

Arif). La chanteuse, à la voix généreuse et groovy, chante Fayrouz, en version moderne, «avec une proposition musicale originale et exigeante». Farah Rigal est une jeune artiste qui enrichit depuis une dizaine d'années, selon les connaisseurs, une expérience de scène et studio dans des registres multiples: Pop-Rock, Soul/Funk, folk, World et jazz.

Entourée de musiciens de divers horizons, elle a décidé en 2019 de revenir aux sources de sa culture d'origine pour prêter sa voix en hommage à la diva libanaise et mettre la culture



### 20° Festival européen à Alger

## Lorsque la tradition folk espagnole prend des allures festives

La chanteuse espagnole Maria Arnal et son compatriote-guitariste Marcel Bagés ont livré, jeudi soir à Alger, une prestation de haute facture, où la tradition folk espagnole a pris des allures festives, devant un public relativement nombreux.

Près de 80 mn durant, la scène de la salle Ibn-Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (Oref) a accueilli le duo espagnol qui a gratifié l'assistance d'un florilège de chansons de leurs compositions, dans le cadre du 20° Festival culturel européen, ouvert le 10 mai dernier, sous le slogan du «Vivre ensemble».

Une dizaine de titres, tirés essentiellement de l'album «45 cerveaux et un cœur», intitulé en référence à la découverte macabre, après la guerre d'Espagne, de 45 crânes ensevelis dans une fosse commune, prônent la «mémoire collective» enfouie «sous le sol espagnol», qui continue de servir «la construction du présent», a expliqué la chanteuse, à l'entame de son récital.

Dans une ambiance feutrée à l'éclairage tamisé, Maria Arnal, à la voix présente et étoffée, pose d'entrée son empreinte : «plasticienne de la chanson», elle dessine ses toiles mélodiques sur des espaces qu'elle crée, dans un style d'interprétation singulier qui se base sur la spontanéité et le libre court.

Promenant sa voix avec autant d'émotion que de talent, l'artiste, toute de rouge vêtue, a donné plusieurs teintes à sa manière de chanter, à travers les nuances qui ont marqué ses mélodies, allant de la puissance des intonations, au balbutiement, voire au chuchotement.

Les pièces «45 Cerebras y 1 corazon», «Bienes», «Jo no canto per la veu», «Conço de la Marina Ginesta», «Canço del taxista», «Mienteme», «La Gent», «Cos»,

«Conçion total», «Tu que vienes a Rondarme», «El ball del vellatori» et «A la vida», ont été brillamment rendues par le duo, dans une variété de genres musicaux.

De la tradition folk espagnole (jotas, fandango, coplas, flamenco) aux genres, populaires, techno, psychédélique et pop, les pièces entonnées chantent l'amour, la paix, l'art, le désir, la gestion de l'eau, l'émotion de l'exilé forcé, la mort, le pouvoir et l'humanisme, entre autres.

Marcel Bagés et ses deux guitaristes, sèche et électrique, était équipé d'un pédalier contenant une panoplie d'effets et un séquenceur, qui ont donné de

belles couleurs au travail d'harmonisation qu'il a assuré avec beaucoup de maîtrise technique, de virtuosité et de professionnalisme.

En présence du ministre-conseiller auprès de l'ambassade d'Espagne à Alger, Tomas Lopez Vilario et de représentants de différentes missions diplomatiques accréditées en Algérie, le public a savouré tous les moments du spectacle dans la délectation, donnant beaucoup de répliques au duo d'artistes. Maria Arnal et Marcel Bagés se sont dit «avis de se produire à Alger», devant un public «aussi accueillant!».

Originaires de Barcelone, les deux artistes sont ensemble depuis trois ans, donnant en un an et demi seulement, à la péninsule ibérique notamment, «plus de 160 concerts», pour aller se produire ensuite en Russie, au Royaume-Uni, en Bulgarie, au Maroc, aux Etats-Unis et en Amérique latine.

Plusieurs fois distingués, à l'instar du Prix «Ciudad de Barcelona de Musica» (2016), Maria Arnal et Marcel Bagés, continuent, en «intellectuels intelligents», de transmettre la musique populaire en intégrant dans leurs compositions des «enregistrements de terrain, des

fichiers numérisés et des documents sonores de la Péninsule Ibérique», peut-on lire sur un des documents de présentation.

«J'essaye de donner à mon engagement un sens et un élan qui soient bien plus larges que ceux d'une idéologie partisane», a tenu à préciser Maria Arnal, à l'issue de sa prestation.

Musique, danse et cinéma sont au programme du 20° Festival culturel européen, animé, jusqu'au 27 mai prochain, par 16 pays européens à la salle Ibn-Zeydoun (Oref), ainsi que dans les villes de Béjaïa, Oran et Tizi Ouzou.

Racim C.

### Unesco/Algérie

## La Journée internationale du vivre-ensemble en paix célébrée à l'Unesco

La Journée internationale du vivre-ensemble en paix, initiée par l'Algérie, a été célébrée jeudi, pour la deuxième fois, à l'Unesco avec la participation des représentants des gouvernements et de la société civile.

La célébration de cette journée a été organisée en collaboration avec la Délégation permanente d'Algérie à l'Unesco et l'Observatoire international des maires sur le vivre-ensemble.

La délégation algérienne était présidée à cette journée, qui a fait un focus sur le «Mieux vivre ensemble dans les villes», par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Rachid Beladehane, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdouda et de l'ambassadeur délégué permanent à l'Unesco, Saïd Khelifi.

Dans son allocution d'ouverture, le SG du MAE a souligné que «le peuple algérien, de par son histoire, ses valeurs et ses sacrifices, partage la conviction intime que le vivre-ensemble en paix est une réponse appropriée aux manifestations d'intolérance, de haine, de discrimination et de rejet de l'autre qui se sont malheureusement multipliées ces dernières années dans le monde».

La Journée internationale du vivre-ensemble en paix, rappelle-ton, a été instaurée par l'Organisation des Nations unies en 2017. La résolution relative à cette journée, fruit d'une initiative de l'Algérie, a été adoptée par consensus par 193 pays membres de l'ONU.

L'objectif de la résolution (72/130) de l'Assemblée générale de l'ONU est de favoriser une «mobilisation continue des efforts déployés par la communauté internationale en faveur de la paix, de la tolérance, de l'inclusion, de la compréhension et de la solidarité».

Elle offre aussi l'opportunité pour tous d'«exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité, en vue de bâtir un monde viable reposant sur la paix, la solidarité et l'harmonie».

Cheikh Khaled Bentounès, fondateur de l'Association internationale soufie Alawiyya, à l'origine du projet, a indiqué, dans une vidéo transmise à l'ouverture des travaux, que cette journée est l'occasion pour faire «bouger les choses» et permettre au monde, dans sa diversité, de «se reconstruire et de construire l'avenir dans un climat de paix»

dans un monde d'incertitudes, soulignant que sur ce plan «on peut mieux faire dans un vivre-ensemble intelligent».

Dans la matinée, une table ronde a mis en valeur les initiatives menées par les différents acteurs sociaux du vivre-ensemble par le biais de leurs réseaux et à partager leurs expériences et leurs savoirs dans la perspective du Sommet des maires du vivre-ensemble qui aura lieu à Düsseldorf (Allemagne) en août-septembre 2019.

Les intervenants ont été unanimes à souligner que le vivre-ensemble n'est pas une faveur donnée à l'autre, mais plutôt une culture partagée dans la concrétisation de la paix qui est avant tout un état d'être.

Ils ont également relevé la difficulté, dans les efforts pour le vivre-ensemble, de changer les mentalités ancrées et les cloisons que le monde a érigées.

Les travaux de la matinée ont été clôturés par l'intervention de l'ambassadeur d'Algérie dans laquelle il a recommandé notamment à «davantage de bonnes volontés, davantage d'actions, davantage d'acteurs, davantage de pays engagés pour consolider la démarche d'avenir et écrire en commun une nouvelle page plus prometteuse».

R. C.



EN de handball

## Alain Portes bientôt en Algérie

**ALAIN PORTES** est officiellement le nouveau sélectionneur national de handball. Le technicien français s'est engagé pour deux saisons avec la Fédération algérienne de handball (FAHB), a-t-il annoncé.

Attendu en janvier dernier, après l'annonce faite par le président de la FAHB, Habib Labane, l'ancien sélectionneur de la Tunisie (2009-2013) et de l'équipe de France féminine (2013-2016) a fait durer le suspense avant de se décider finalement pour venir en Algérie. En effet, avant de se s'engager à prendre en main les Verts, l'ex-joueur et ex-entraîneur de l'USAM Nîmes Gard a fait un petit crochet par le Qatar où il a dirigé la formation d'Al Duhail et avec laquelle il a remporté la Ligue des champions asiatique.

Dans un entretien au site «handzone.net», Portes a indiqué avoir une image précise de ce qui l'attend en Algérie. «Je suis conscient de l'ampleur de la tâche. Tout est à reprendre dans le fonctionnement, mais le potentiel est là. Des clubs existent, il y a toujours un savoir-faire au niveau du handball. Il faut aussi remotiver certains joueurs

qui se sont un peu gagnés par un certain désintérêt autour de la sélection. C'est ce que je compte faire».

Le nouveau patron du Sept national prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> juillet prochain avec une mission bien précise : «Essayer de se qualifier pour le Mondial 2021 qui aura lieu en Egypte avec la participation de 32 équipes dont six représentants africains. C'est tout à fait jouable même si à la dernière CAN, la sélection n'a terminé qu'à la 6<sup>e</sup> place», a-t-il précisé.

Selon la même source, le coach de 57 ans se basera en premier sur l'effectif déjà existant avant de cibler d'autres joueurs binationaux, du championnat français, susceptibles de renforcer les rangs de l'EN. «Même si je pense qu'il logne sur l'équipe de France, j'ai l'intention de discuter avec Samir Bellahcène (le gardien de Dunkerque). Je peux également opter pour la même démarche auprès du Nimois Nicolas Brasseur. Si ce dernier souhaite participer à un Mondial, il doit savoir qu'il a peu de chances de le faire avec la France», a-t-il indiqué.

Handisport/judo (Grand-Prix Bakou)

## Abdelaoui Cherine décroche argent

**L'ALGÉRIENNE** Abdelaoui Cherine a remporté la médaille d'argent au Grand-Prix de judo handisport disputé lundi et mardi à Bakou (Azerbaïdjan), après avoir perdu en finale face à l'Ukrainienne Cherniak Inna.

Engagée dans la catégorie des -52 kg, Abdelaoui a passé avec succès trois tours. Elle a battu l'Azérie Sabina Abdullayeva, la Canadienne Priscilla Gagne puis l'Allemande Ramona Brüssing en demi-finales.

Néanmoins, l'Algérienne a perdu en finale face à l'Ukrainienne Cherniak Inna, leader du classement mondial de judo handisport et qui, par l'occasion, consolidera sa position avec ce nouveau sacre.

De son côté, Abdelaoui, 12<sup>e</sup> mondiale, devra améliorer nettement son classement pour espérer augmenter ses chances de qualification aux Jeux Paralympiques de Tokyo-2020.

Les médailles de bronze d'argent et d'or des -52 kg sont revenues à Salaeva Sevinch (Ouzbékistan), 4<sup>e</sup> au classement mondial de l'IBSA (Association internationale des sports pour mal voyants) avant le Grand-Prix de Bakou, et Basti Safarova (Azerbaïdjan).

Chez les messieurs, le judoka Ishak Ouldkouider était le meilleur des cinq autres Algériens engagés, en se classant 5<sup>e</sup> chez les -60 kg. Au premier tour, il a battu le Canadien Karn Justin, avant de perdre devant le Turc Ciftci Recep, médaillé de bronze de la catégorie. Aux repêchages,

et après un 1<sup>er</sup> tour à blanc, Ouldkouider a passé l'écueil du Chinois Zhao Xu et de l'Ouzbek Sherzod Namorov, avant de perdre pour le bronze devant le Kazakh Olzhas Orzaluly.

Dans la même catégorie, son coéquipier Mouloud Noura a battu au 1<sup>er</sup> tour l'Indien Kul Deep avant de tomber face à Olzhas Orzaluly. Aux repêchages, Noura a perdu également devant le Géorgien Zurab Zurabiani, après un 1<sup>er</sup> tour à blanc.

Avec une médaille d'argent, une 5<sup>e</sup> et une 7<sup>e</sup> position, l'Algérie a pris la 12<sup>e</sup> place sur les 29 pays classés, sachant que ce Grand-Prix de judo handisport de Bakou a enregistré la participation de 212 athlètes dont 62 filles représentant 35 nations.

La Fédération algérienne de football (FAF) a indiqué avoir collaboré «pleinement» avec le Département Intégrité (Integrity) de la FIFA dans le dossier des paris suspects sur le championnat d'Algérie de Ligue 1, révélé mardi par des médias.

«Suite aux révélations sur les médias de l'affaire des sept personnes de nationalité française arrêtées sur des paris suspects sur le match de championnat de Ligue 1 Mobilis de la saison 2017-2018 opposant le DRB Tadjenanet à l'Entente de Sétif, la FAF informe l'opinion sportive nationale qu'elle a collaboré pleinement dans ce dossier avec le Département Intégrité (Integrity) de la FIFA en fournissant toutes

# Ligue I Mobilis (28<sup>e</sup> journée)

## La JSK réduit l'écart avec l'USMA, le PAC se rate

■ Les choses ne sont pas encore claires à deux journées de la fin de la Ligue 1 Mobilis, malgré la victoire de la JSK à Tizi Ouzou face à l'USMA et la défaite du PAC à domicile face à l'USMBA qui réalise la meilleure opération.

Par Mahfoud M.

La JS Kabylie était décidée à ne pas laisser l'USM Alger fêter son titre au stade du 1<sup>er</sup> Novembre et dès la 4<sup>e</sup> minute, sur un caviar de transversale extérieure du pied de Lyes Chetti, l'attaquant Belgherbi, idéalement placé, lobe le gardien Berrefane sorti hasardeusement.

Quelques minutes plus tard, au stade Omar-Hamadi de Bologhine, l'arrière droit du Paradou Loucif ouvrait la marque (17<sup>e</sup>) et mettait le PAC virtuellement à un point seulement du leader.

Cette situation ne durera pas longtemps puisque moins de dix minutes plus tard le Libyen Ellafi égalisait pour l'USMA après un beau travail de Meziane puis Benmoussa même si le buteur était sans doute hors-jeu (27<sup>e</sup>).

Au retour des vestiaires, Mohamed Seguer égalisait pour l'USM Bel Abbès à la 49<sup>e</sup> et le Paradou commence à laisser passer sa chance. Dans l'autre rencontre, Benmoussa trouve le poteau sur un corner rentrant avant que le très sérieux Hamroune, promu capitaine, offrait à la 67<sup>e</sup> son 8<sup>e</sup> but de la saison et la victoire à la JSK d'un coup franc magnifiquement botté même si Berrefane n'est une nouvelle fois pas exempté de tout reproche.

Un dernier but à Bologhine de la part de Belhocini (78<sup>e</sup>) permet à l'USMBA de s'imposer aussi sur le score de 2-1 face au Paradou qui a laissé passer sa chance de remporter le titre de champion cette saison.

Pour le reste, au bas de tableau rien n'est fait même si le



Les Canaris ont bien saisi leur chance

CR Belouizdad, toujours invaincu depuis la phase retour, à quasiment assuré son maintien malgré le match nul concédé face à la JS Saoura.

Le MC Oran qui a gagné face au CS Constantine sur le plus petit des scores, sort légèrement la tête de l'eau mais les «Hamraoua» devront se déplacer mardi prochain à Alger pour affronter l'USM Alger qui va chercher à assurer enfin son sacre.

Enfin, on notera que le MO Béjaïa est encore en vie grâce à son gardien Hassan Toul qui a réalisé des miracles durant 90 minutes au stade du 5-Juillet face au MCA pour garder sa cage inviolée, score 0-0.

Plus tôt dans la journée du jeudi, l'O Médéa et l'AS Aïn M'liha ont glané trois précieux points dans l'optique du maintien, face respectivement au NA Hussein Dey et au DRB Tadjenanet.

Bon dernier au classement avant de faire son apparition sur le terrain du stade Imam-Lyes (Médéa), l'Olympique de Médéa n'est plus reléguable. Les

Olympiens ne sont plus lanterne rouge à la faveur de leur courte mais précieuse victoire enregistrée face au NA Hussein Dey (1-0).

Connu pour ses déboires à domicile, l'OM est parvenu à surpasser ses difficultés pour arracher un succès salvateur grâce notamment à Addadi (39'), auteur de l'unique but de cette partie.

De son côté, l'AS Aïn M'liha a franchi un grand pas vers le maintien, à deux journées de la fin du championnat. Hôte du DRB Tadjenanet, dans un match joué à huis clos, le promu s'est imposé sur le score de deux buts à zéro sur des réalisations signées Mahiouz (45' SP) et Taïba (56').

A la suite de ces résultats, l'OM passe de la 16<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> position (31 pts), alors que l'ASAM gagne une place et grimpe au 11<sup>e</sup> rang (33 pts). Ce classement est provisoire, bien évidemment, en attendant le déroulement du reste des rencontres.

M. M.

Paris suspects sur le championnat algérien

## La FAF aidera la FIFA

Les informations et données nécessaires y afférentes», a détaillé l'instance fédérale sur son site officiel.

Selon le quotidien «L'Equipe», les enquêteurs français ont regretté le fait de ne pas avoir pu bénéficier de l'entraide des autorités sportives algériennes dans le cadre de leurs investigations.

Mercredi, deux personnes ont été mises en examen et placées sous contrôle judiciaire à Nancy, dans le cadre de l'enquête sur des paris suspects en France liés au match DRBT-ESS.

Le match en question remonte au 12 mai 2018. A l'époque, l'équipe du DRBT, menacée de relégation, recevait l'ESS, champion d'Algérie sortant mais clas-

sé en milieu de tableau, pour le compte de la 29<sup>e</sup> et avant-dernière journée de championnat. La rencontre s'est soldée sur le score de 3 à 2 en faveur du «Difaâ» et au cours de laquelle l'arbitre a sifflé trois pénalités, un pour Tadjenanet et deux pour Sétif.

Des parieurs, domiciliés dans l'est de la France, ont placé des sommes anormalement élevées sur une victoire de Tadjenanet sur le score exact de 3-2, une issue pourtant «hautement improbable», selon «L'Equipe», soulignant que cette nuit-là près de 5 000 euros sont misés en France, notamment depuis la région de Metz, sur des sites de paris en ligne, dont Winamax,

PokerStars, Betclac et PMU, entraînant des pertes de plus de 100 000 euros pour ces derniers.

Le président du «Difaâ», Tahar Gueraïche, a indiqué mercredi qu'il n'avait «aucune information» concernant cette affaire et, de ce fait, qu'il ne pouvait répondre aux questions.

D'autre part, la FAF, et suite au dernier séminaire de la FIFA qui s'est déroulé à Lisbonne (Portugal) auquel a pris part le président Khéreddine Zetchi, a adhéré au projet de création d'un département Intégrité (FAF Integrity) «pour protéger l'intégrité du football et lutter contre la manipulation de matchs et les paris dans ce sport», a souligné la FAF.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Fertial Annaba

## Décès de l'ouvrier victime de brûlures dans l'incendie de l'unité d'ammoniac

L'OUVRIER de l'unité de production de l'ammoniac de l'usine du complexe des fertilisants d'Algérie Fertial d'Annaba, victime de brûlures (deuxième degré) samedi dernier lors de la déflagration suivie d'un incendie survenu dans cette unité, a succombé à ses blessures dans la soirée de jeudi à vendredi, a-t-on appris hier auprès du chargé de communication de Fertial. La victime, âgée de 36 ans, a été admise dans un premier temps à l'hôpital des grands brûlés Ibn Sina du CHU Annaba avant d'être évacuée mercredi dernier vers un hôpital à Madrid

(Espagne), a précisé Yacine Sahli, soulignant que le défunt, père de trois enfants, est originaire de la ville d'Ain Chechar (Skikda). Des équipements, spécialement la câblerie, ont été endommagés dans la déflagration suivie d'incendie de l'unité de d'ammoniac, dont les activités sont actuellement à l'arrêt, rappelle-t-on. La société Fertial emploie 500 travailleurs et totalise quatre unités dont celles de la production de nitrate et d'ammoniac qui assure en moyenne une production allant de 960 tonnes à 1 000 tonnes/jour d'ammoniac.

Amel Y.

Constantine

## Un mort et un blessé dans un accident à Ali-Mendjeli

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu jeudi soir sur un tronçon de la route nationale 79 reliant la ville nouvelle Ali-Mendjeli à Constantine, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit lorsque un véhicule a dévié de sa trajectoire et percuté un panneau

publicitaire, a précisé la même source, ajoutant que la victime (M. N.), âgée de 19 ans, a succombé sur place, alors que le conducteur du véhicule (Kh. S.) 19 ans souffre de fracture à la jambe. La dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital Ali-Mendjeli et la personne blessée aux urgences du même établissement de santé, a-t-on encore relevé.

L. M.

Tennis / Masters 1000 de Rome

## Raphael Nadal qualifié au dernier carré

L'ESPAGNOL Rafael Nadal, N.2 mondial, s'est qualifié aux demi-finales du Masters 1000 de Rome, en s'imposant devant son compatriote Fernando Verdasco en deux sets (6-4, 6-0), hier dans la capitale italienne.

Nadal enchaîne ainsi une quatrième demi-finale de suite depuis le début de la saison sur terre battue, mais n'a pas encore réussi à passer ce cap.

Huit fois vainqueur du tournoi de Rome et tenant du titre, Nadal affrontera donc aujourd'hui Tsitsipas (7<sup>e</sup> mondial), qui s'est qualifié sans jouer pour les demi-finales après le forfait sur blessure de Roger Federer.

C'est justement Tsitsipas qui avait battu Nadal la semaine dernière en demi-finales à Madrid. Le Grec avait ensuite été battu en finale par le N.1 mondial Novak Djokovic.

## Tournois WTA en Turquie - Daikin Cup Series : Ibbou en demi-finale

La tenniswoman algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée hier pour les demi-finales du tournoi international «Daikin Cup Series» qui se déroule actuellement à Antalya (Turquie) après sa victoire par deux sets

à zéro contre la Roumaine Cristina Ené. Un match qui sur papier s'annonçait relativement difficile pour l'Algérienne de 20 ans, car appelée à défier la tête de série N5, elle qui de surcroît retrouvait la compétition depuis peu, après une longue absence due à une blessure.

Mais tout s'est finalement bien passé pour la championne d'Afrique de 2015, qui l'a assez facilement remporté (6-2, 6-3). Un beau succès, qui confirme le regain de forme d'Ibbou, car elle enchaîne sa deuxième demi-finale de rang, après celle de la semaine passée, également à Antalya.

Il s'agit en effet du cinquième tournoi consécutif pour l'Algérienne à Antalya, où elle a commencé par concéder trois éliminations précoces, avant d'atteindre deux demi-finales de rang.

A l'instar des quatre précédents, ce 5<sup>e</sup> tournoi à Antalya se déroule sur les courts en terre battue du Starlight Resort.

Il est doté d'un prize-money de 15 000 USD et à drainé la participation de joueuses venues des quatre coins du monde (Australie, Etats-Unis, Inde, Chine, Japon...).

Racim S.

## les Algeriens durant le mois de ramadan



Djalou@hotmail.com

Béchar

## Saisie plus de cinq quintaux de kif traité

■ Une importante quantité de kif traité s'élevant à 5,34 quintaux a été saisie jeudi à Beni-Ounif (Béchar) par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Sûreté nationale, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Amine H.

« Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP, en coordination avec des éléments de la

Sûreté nationale, a saisi aujourd'hui 16 mai 2019, à Beni-Ounif, wilaya de Béchar, une grande quantité de kif traité s'élevant à cinq quintaux et trente-quatre kilogrammes », note le communiqué. « Encore une fois, les unités

de l'ANP réitèrent leur détermination à venir à bout de toute tentative malsaine visant à proliférer ce genre de substances et de fléaux étranges à notre société et à nos valeurs », souligne le MDN.

A. H./APS

Examens de fin d'année

## Tizi-Ouzou : plus de 50 000 candidats des trois cycles concernés

Quelque 50 522 candidats des trois cycles (primaire, moyen et secondaire) sont concernés par les examens de fin d'année dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris hier du directeur local de l'éducation, Ahmed Laalaoui. Selon les chiffres communiqués à l'APS par ce même responsable, s'agissant du cycle primaire le nombre des élèves qui vont passer le 29 mai courant l'examen de cinquième est de 17 864 candidats, dont 448 du secteur privé. Ils seront reçus au niveau de 366 centres d'examen et encadrés par 4 718 personnes. M. Laalaoui a relevé une hausse

de 857 candidats cette année, comparativement à la session de 2018. Au niveau du moyen, les examens pour l'obtention du Brevet d'enseignement moyen (BEM) qui débiteront le 9 juin prochain, verront la participation de 14 327, dont 702 libres et 620 du secteur privé. Le nombre de centres mobilisés pour les besoins de cet examen de passage au cycle secondaire est de 51 établissements. En outre, 3 530 encadreurs ont été mobilisés. La Direction de l'éducation a enregistré une baisse de 373 candidats cette année, comparativement à la session précédente. Concernant le secondaire, les

candidats au Bac qui aura lieu du 16 au 20 juin prochain sont au nombre de 18 331 dont 5 906 candidats libres, 176 issus de lycées privés. Un total de 70 centres a été retenu pour abriter cet examen dont l'encadrement a été confié à 5 211 encadreurs. A l'instar du moyen, la Direction de l'éducation a relevé une baisse de l'ordre de 688 candidats par rapport à 2018. M. Laalaoui a rassuré que toutes les dispositions, aux plans logistique, sécurisation et mobilisation de la ressource humaine ont été prises pour assurer le déroulement de ces examens dans les meilleures conditions.

M. L.

Suite à une alerte à la bombe

## Un avion se pose en urgence à Odessa

UN AIRBUS A321-231 de la compagnie aérienne Wind Rose reliant la capitale ukrainienne Kiev à Charm el-Cheikh en Egypte a effectué un atterrissage d'urgence hier à Odessa pour cause d'alerte à la bombe, a annoncé le porte-parole de la police nationale d'Ukraine, Iaroslav Trakalo. « L'agence de régulation du trafic aérien ukrainienne Ukraeroukh a informé le département Malinovski de la police d'Odessa vers 05h00 (04h00 de Paris) qu'un avion reliant l'aéroport de Kiev-Borispol à Charm el-Cheikh s'était posé en urgence à Odessa », a indiqué M. Trakalo, cité par le journal « Ukraïnskaïa Pravda ». Selon le porte-parole, cette décision a été prise après un appel anonyme sur la présence d'une bombe à bord de l'avion effectuant le vol 7W7051. « Des démineurs et des maîtres-chiens se sont rendus sur les lieux. Ils ont examiné l'appareil, mais n'ont pas découvert d'explosifs », a précisé M. Trakalo. L'avion a redécollé à destination de l'Egypte à 10h20 heure locale, conclut le journal local « Doumskaïa ».

R. I.